

OU EST LE MARCHÉ?

Réflexions à partir d'un exercice de modélisation comparée Afrique–Amérique Latine

FRANÇOIS ROUBAUD

INTRODUCTION

Il ne fait aujourd'hui aucun doute que la bataille pour le marché a été gagnée (provisoirement peut-être), et ce à trois niveaux au moins: idéologique, théorique, et de la politique économique). L'économie "main-stream", grâce à son extraordinaire pouvoir unificateur n'a jamais été aussi puissante qu'aujourd'hui, malgré les tentatives d'amendements marginaux du principe marginaliste. Les modèles d'équilibre général calculables se généralisent dans les PED et en Afrique tout particulièrement ⁽¹⁾, comme si l'objectif à atteindre était d'ores et déjà réalisé. La parabole walrasso-parétienne y perd son statut de fable théorique pour servir de descripteur opérationnel des économies réelles.

A l'échelle planétaire, le front de résistance aux vertus du marché omniscient s'est effondré, et les derniers Etats rebelles et anachroniques se comptent sur les doigts d'une main déjà partiellement amputée. On attend leur chute dans les jours qui viennent. Le FMI compte 167 Etats membres.

Les programmes d'ajustements structurels ont fait tâche d'huile. Ils uniformisent comme jamais jusqu'à lors les politiques économiques menées dans les PED (avec ou sans l'aide des institutions de Bretton-Woods).

Cette adoption souvent aveugle des lois du marché pur pour résoudre les problèmes de développement semble fort bien s'accommoder de l'échec relatif des PAS en Afrique, de l'expérience historique de constitution des économies aujourd'hui développées, ou encore des lacunes patentes de la théorie néo-classique, même nouvelle.

L'instauration du marché est donc un objectif universel; soit! Mais qu'est ce que l'objet empirique "marché"? Où l'a-t-on déjà vu fonctionner concrètement: dans quels pays, dans quels secteurs, sous quelles formes?

Nous nous placerons ici sur le terrain de la macro-économie appliquée; et plus particulièrement celle qui s'attache aux PED. Si dans ce champ de recherche, l'appel à fonder micro-économiquement la macro-économie a bien été entendu, les nouveaux raffinements du traitement des marchés imparfaits (information incomplète, externalités, contrats implicites, salaires d'efficience, etc.) n'ont pas encore été intégrés. Pourtant des efforts ont été entrepris pour prendre en compte la concurrence imparfaite. C'est en particulier le cas du modèle dont nous rendrons compte ci-dessous.

A partir d'un exercice de modélisation comparée Afrique Amérique Latine, nous nous interrogerons sur l'aptitude des économistes à formaliser les mécanismes de marché dans les modèles, et sur leur capacité à identifier sa présence.

1) Nous n'analyserons pas ici les multiples facteurs de cet engouement récent.

I.- UN EXERCICE DE MODELISATION

Dans un article récent, trois économistes de renom se sont employés à tenter d'estimer les conséquences des programmes d'ajustement sur la distribution des revenus dans les pays en développement (2). L'objectif de l'étude est de montrer que l'on ne peut attendre de ces politiques génériques des effets uniformément bénéfiques, quel que soit le train de mesures mise en oeuvre et surtout quelles que soient les caractéristiques des économies auxquelles on les applique.

En s'appuyant sur un modèle d'équilibre général calculable (MECG) particulièrement sophistiqué (3), les auteurs analysent l'impact de quatre types de politiques d'ajustement (4) (stabilisation standard, ajustement avec rationnement, ajustement structurel, ajustement avec redistribution) suite aux chocs externes qui ont touchés les PED au cours des années 80, sur deux économies archétypes: une économie de type africaine et une économie de type latino-américaine (5). L'exercice consiste à réaliser des simulations de politiques économiques à partir d'un même modèle (formes fonctionnelles des fonctions de production ou de consommation, catégories de facteurs, de secteurs ou de ménages identiques), mais où les deux économies auxquelles on applique le modèle ont des caractéristiques particulières.

Nous ne attarderons pas ici sur la logique de fonctionnement des MECG ni sur les objectifs propres de cette maquette (6), pour nous attacher aux spécifications qui sont censés styliser les différences entre les deux économies archétypes. Ces différences sont de trois ordres. En premier lieu, ce qu'on pourrait appeler "**les conditions initiales**" ne sont pas identiques. Par exemple, le niveau de qualification de la main d'oeuvre, le poids du secteur manufacturier ou le niveau de la dette est plus faible dans l'archétype africain que dans le cas latino-américain. En second lieu, **les paramètres structurels** de l'économie n'ont pas la même valeur dans les deux cas. De façon caractéristique, les élasticités-prix d'offre et de demande sont inférieures pour l'archétype africain. Enfin et surtout, **les marchés ne fonctionnent pas sur le même mode dans les deux archétypes**. C'est cet aspect que nous allons regarder de plus près.

Le tableau n°1 résume les deux modes de bouclages macro-économiques du modèle.

2) BOURGUIGNON F., de MELO J., SUWA A., "Distributional Effects of Adjustment Policies: Simulations for Archetype Economies in Africa and Latin America", *The World Bank Economic Review*, vol.5, n°2, Washington, 1991, pp.339-366.

3) Les auteurs préfèrent parler de "maquette" dans la mesure où le modèle peut simuler différents modes de bouclages macro-économiques qui s'éloignent sensiblement de l'équilibre de concurrence pure et parfaite sur tous les marchés (équilibres de sous-emploi, etc).

4) "packages" en anglais.

5) Dans l'abstract de l'article, les auteurs vont jusqu'à parler de "an average Latin American economy and an average African economy".

6) On précisera simplement qu'ils sont particulièrement ambitieux dans la mesure où elle prétend saisir les effets de court moyen et long terme des politiques de stabilisation et d'ajustement structurel sur la distribution des revenus.

TABLEAU 1
LES HYPOTHESES DU MODELE

ARCHETYPE AFRICAIN	ARCHETYPE LATINO-AMERICAIN
<p><u>Secteur financier:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - offre de monnaie exogène; - pas de marché des titres; l'Etat ne possède que des titres étrangers; - les ménages détiennent de la monnaie et l'actif des entreprises; - les entreprises utilisent du capital productif et empruntent auprès du système bancaire. <p><u>Marché des capitaux internationaux:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - capacité d'emprunt de l'Etat limitée; - les ménages et les entreprises n'ont pas accès au marché des capitaux internationaux. <p><u>Marché du travail:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - salaires flexibles dans l'agriculture; rigidité à la baisse du salaire nominal dans le secteur moderne. <p><u>Marché des biens:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - prix flexibles pour tous les secteurs. 	<p>...</p> <ul style="list-style-type: none"> - offre de monnaie partiellement endogène; - marché des titres; l'Etat possède des titres et étrangers; - le portefeuille des ménages est constitué de monnaie, de titres étrangers et d'actif des entreprises; - les entreprises utilisent du capital productif, empruntent auprès du système bancaire national et sur les marchés des capitaux internationaux. - capacité d'emprunt de l'Etat et des entreprises limitée; pas de limites pour les ménages. - salaires flexibles dans l'agriculture; indexation parfaite dans le secteur moderne (rigidité absolue du salaire réel). - taux de mark-up dans le secteur moderne; prix flexibles ailleurs.

Parmi ce corpus d'hypothèses, nous ne nous pencherons que sur celles qui concernent le mode de fonctionnement des deux types de marché centraux de la sphère réelle de l'économie: le **marché des biens** et le **marché du travail**. Dans les deux cas considérés, c'est l'archétype africain qui présente le plus haut degré de flexibilité. Celle-ci traduit, pour les modélisateurs, la présence des mécanismes traditionnels de concurrence, où les marchés sont apurés par les prix plutôt que par les quantités (phénomènes de rationnement).

En effet, c'est la flexibilité des prix (prix des biens sur le marché des biens, salaires sur le marché du travail) qui permet à la confrontation des offres et des demandes de déboucher sur un équilibre concurrentiel, et par voie de conséquence, qui assure l'allocation optimale des ressources. C'est donc la plus ou moins grande flexibilité des prix qui traduit, dans les modèles appliqués, l'existence plus ou moins généralisée de mécanismes de marché; soit la plus ou moins grande efficacité d'une économie donnée.

Les auteurs admettent l'imperfection des mécanismes concurrentiels sur les deux continents. Localement, dans certains secteurs, il existe des rationnements, conduisant à la non utilisation de tous les facteurs de production (chômage, taux d'utilisation des capacités de production inférieur à l'unité). Ces limites (entraves) aux marchés différencient les deux archétypes.

En l'occurrence, l'archétype africain "domine", au sens de la concurrence, l'archétype latino-américain, et ce sur les deux marchés considérés. Sur le marché des biens, les prix sont supposés parfaitement flexibles en Afrique, alors qu'en Amérique Latine, il n'y a pas d'ajustement offre-demande dans le secteur moderne. La formation des prix passe par la fixation d'un taux de mark-up par les entreprises. Sur le marché du travail, si les salaires sont flexibles dans l'agriculture et le secteur informel pour les deux archétypes, les auteurs reconnaissent l'existence de rigidités dans le secteur moderne. Mais celles-ci sont plus marquées en Amérique Latine qu'en Afrique. Alors que dans le premier cas l'indexation des salaires au coût de la vie est parfaite, cette rigidité à la baisse n'est plus que nominale en Afrique (possibilité de baisse des salaires en termes réels).

Il est clair qu'une telle formalisation joue de façon cruciale sur les résultats du modèle. Toutes choses égales par ailleurs, elle conduit à obtenir une meilleure réaction aux chocs exogènes (environnement international) et aux politiques d'ajustement consécutives aux économies les moins rigides, soit ici à l'archétype africain.

Dans le cas d'espèce, la faculté d'adaptation supposée des marchés africains est un facteur positif tellement puissant que pour les quatre politiques retenues, le redressement de l'archétype africain est, in fine, bien meilleur que dans le cas latino-américain, tant en termes de croissance que de redistribution des revenus. C'est à dire que, compte tenu des spécifications numériques retenues, l'efficacité relative des marchés en Afrique contrebalance les autres faiblesses structurelles des économies du continent et qui sont prises en compte dans le modèle (faibles élasticités, marché financier embryonnaire, etc) ⁽⁷⁾.

Evidemment ce résultat est plutôt contre-intuitif, à l'heure où personne ne parierait un sou sur la capacité de l'Afrique à redresser le bilan économique catastrophique qui est son lot depuis plus de 10 ans. Cette étude semble conduire à énoncer le paradoxe suivant: plus les secteurs informels et agricoles sont importants et plus les économies sont flexibles, donc plus les mécanismes de marchés sont développés. En forçant le trait, tout se passe comme si, il existait une relation inverse entre niveau de développement d'un pays et intensité des mécanismes de marché concurrentiel. Ce serait donc l'Afrique qu'il faudrait donner en exemple aux autres continents (y compris le nôtre) pour leur apprendre le marché.

Ce constat nous amène à poser un certain nombre de questions sur la validité des hypothèses retenues dans cet exercice, et dans une perspective plus large, à nous interroger sur l'adéquation de la formalisation dans les modèles des mécanismes de marché concurrentiel. Du point de vue de l'économie théorique, la flexibilité des prix est-elle une condition nécessaire et suffisante pour caractériser une économie de marché de concurrence pure et parfaite? Du point de vue de l'économie appliquée, les spécifications retenues pour l'Afrique et l'Amérique Latine sont-elles conformes à la réalité de ces pays?

7) Seules les exportations croissent moins vite en Afrique étant donnée la faible élasticité-revenu des produits primaires dans lesquels ces économies sont spécialisées.

II.- QUELQUES REFLEXIONS SUR LES FORMES DU MARCHE DANS LES PED

Nous reprendrons ici la distinction entre marchés des biens et marché du travail et nous passerons en revue un certains de points litigieux qui nous font douter de la validité des hypothèses retenues dans l'exercice de comparaison.

Le marché des biens

Est-il raisonnable de postuler que la structure de production africaine constitue une économie concurrentielle?

Un certain nombre d'arguments plaident en faveur de la thèse inverse. En premier lieu, la plupart des branches du secteur moderne sont organisées autour d'oligopoles, voire de monopoles qui n'ont rien de naturel. Dans certains pays, de nombreuses filières ne sont représentées que par une seule entreprise, très souvent appartenant au secteur public. En second lieu, il faut rappeler que l'Afrique est caractérisée par une base industrielle extrêmement faible et un secteur para-public omniprésent. Des pans entiers de l'économie nationale échappent aux lois du marché et sont régis par les logiques de l'économie administrée. Enfin, si l'on ajoute à ces deux types d'entreprises (oligopoles privés nationaux, établissements publics) la présence non négligeable des entreprises multinationales, dont les règles de fixations des prix sont dictées par la logique du commerce intra-firme, entre la maison mère et les différentes filiales, la part du secteur moderne de type concurrentiel dans les branches marchandes se réduit à une peau de chagrin.

Du côté de l'agriculture, on voit mal comment on peut prétendre qu'elle fonctionne comme un marché concurrentiel. D'une part, les cultures de rente sont mises en coupe réglées par les caisses de stabilisation et autres "marketing boards" ⁽⁸⁾, qui fixent plus les prix en fonction des besoins de financement du déficit public que de la rémunération au coût marginal. D'autres part, en ce qui concerne les cultures vivrières, on voit mal comment elles pourraient symboliser l'extension du marché alors qu'elles sont encore dans leur immense majorité autoconsommées. Ainsi, la part de l'autoconsommation de produits vivriers est supérieure à 80% de la production. On peut aussi citer le cas du Zaïre où la part de l'économie non monétaire a été estimée à 24% du PIB réel total du pays en 1986.

Reste le secteur informel. L'atomisation des unités de production ne suffit pas à elle seule à instaurer les conditions d'un marché concurrentiel. Dans ce domaines les thèses les plus opposées cohabitent, sans que l'on puisse objectivement faire la part des choses. Ces visions contradictoires sont d'ailleurs symptomatiques du manque de connaissance sur les mécanismes de fonctionnement de cette sphère de l'économie. D'un côté, certains auteurs voient dans le secteur informel l'exemple parfait de réalisation de la concurrence pure et parfaite. L'absence de respect des règles institutionnelles édictées par les pouvoirs publics traduirait la flexibilité, donc le formidable potentiel d'adaptation, source d'efficacité, du secteur informel. Celui-ci serait la version la plus réussie du modèle walrasso-parétien, avec sa concurrence sauvage et sa logique dépersonnalisée. De l'autre, des auteurs comme S.LATOUCHE ⁽⁹⁾ avancent qu'au contraire, le secteur informel est le lieu de l'espace économique où se construit une autre rationalité que la rationalité économique moderne (solidarité du groupe, dépenses festives). Pour reprendre ses propres termes, la raison sociale y primerait la raison marchande. Les dimensions techniques et économiques s'y trouveraient totalement absorbées par des réseaux de solidarité et de réciprocité. Pour lui, l'informel est une autre société, une autre forme de vie sociale caractérisée par "le réenchassement de l'économique dans le social", "par l'autonomisation de l'économique". Sans partager nécessairement cette vision angélique du secteur informel, il faut reconnaître une certaine validité à ces arguments lorsqu'on connaît le poids des relations ethniques et sociales dans le mode d'organisation de la production informelle, de l'économie familiale dans les relations de travail du secteur informel.

8) *Même si une des mesures des PAS est justement de les démanteler, elles renaissent de leurs cendres sous une forme nouvelle.*

9) Voir par exemple LATOUCHE S., "La planète des naufragés. Essai sur l'après développement", Essais, La Découverte, Paris, 1991.

Finalement, contrairement à une idée reçue, et largement véhiculée par les études les plus sérieuses ⁽¹⁰⁾, les prix sont largement contrôlés en Afrique, même francophone. Au Cameroun par exemple, et suite à la libéralisation des prix, la liste restreinte des prix qui reste sous contrôle représente encore près de 40% du panier de la ménagère.

Le cloisonnement des marchés

Un autre problème qui se pose à la macro-économie qui opère sur une base nationale, est celui de la multitude des espaces régionaux partiellement déconnectés. On sait qu'en Afrique notamment le niveau des prix varie sensiblement d'une région à l'autre, suite au faible développement des infrastructures locales (moyens de communication, capacités de stockage, etc.), aux coûts élevés de l'information, qui limitent la mobilité des facteurs de production. Il est donc peut plausible que les marchés, branche par branche soient effectivement unifiés. Mais même en acceptant la fiction de l'existence d'une multitude de marchés locaux où offres et demandes se rencontrent librement, et se dénouent dans un prix local d'équilibre, on se trouve confronté à un redoutable problème d'agrégation. Cette juxtaposition de marchés locaux et de prix d'équilibre peut-elle être traduite en un seul grand marché national caractérisé par un seul prix d'équilibre?

Sous les régulations publiques, le marché?

En fait, le diagnostic des macro-économistes sur la présence du marché en fondé sur l'idée qu'en amont des réglementations (code du travail et des investissements, contrôle des prix, etc.), il y a le marché. Supprimez-les, et il réapparaîtra.

La flexibilité (ou la flexibilisation) des prix ne suffit pas à créer le marché. En fait, cette croyance procède d'une sorte de nouveau mythe du bon sauvage en fait d'histoire économique. A l'origine, il y avait le marché. Non pas les marchés physiques locaux, avec leurs règles propres, mais LE MARCHÉ au sens de la théorie économique. Et puis progressivement s'est installé le secteur public, les monopoles avec leurs cortèges d'entraves à la concurrence, de réglementations génératrices de distorsions et d'inefficiences. Cette croyance naïve, qui fait fi des travaux d'histoire économique dont ceux de F.BRAUDEL est le meilleur exemple, n'en est pas moins pernicieuse. On dérégule à tour de bras, même les institutions les plus sociales (santé, système scolaire), et on en attend mécaniquement les bienfaits naturels de l'économie de marché. Par exemple, et face à un problème avant tout de stabilisation (on cherche à équilibrer les finances publiques), on licencie les fonctionnaires avec implicitement l'idée que puisqu'ils échapperont au secteur public, ils entreront nécessairement dans la sphère privée (formelle ou informelle), et la machine économique repartira spontanément.

Le marché du travail

Les restrictions que nous avons émises sur l'existence de mécanismes de concurrence et de flexibilité des prix sur le marché des biens valent tout aussi bien sur le marché du travail. Nous ne nous y étendrons pas ici. A titre d'exemple, on se posera une seule question cependant. Comment s'expliquer, si le marché du travail est effectivement plus flexible en Afrique qu'en Amérique Latine que le taux de chômage urbain au Mexique n'ait jamais dépassé 6%, et se situe depuis plus de trois ans en deçà des 3%, alors qu'il dépasse 30% à Yaoundé, et dans de nombreuses autres capitales africaines? Comment s'expliquer encore, que le taux de chômage en Colombie soit largement supérieur à celui observé au Mexique, alors même que l'économie colombienne est autrement plus libérale que la mexicaine (poids des syndicats, développement des organismes de sécurité sociale, etc.).?

10) Voir par exemple CHHIBBER A., "Africa's Rising Inflation. Causes, Consequences and Cures." PRE Working Paper n°577, Banque Mondiale, Washington, 1991.

En fin de compte la question que l'on doit se poser est, est-ce-qu'il peut y avoir économie de marché sans classe entrepreneuriale conséquente, sans un certain niveau d'homogénéisation spatiale, sans généralisation de l'économie monétaire?

CONCLUSION

La lecture récente des résultats comparés des politiques d'ajustement structurel en Afrique et en Amérique Latine est particulièrement instructive. Ce n'est pas en Afrique que les PAS ont porté leurs fruits mais dans les économies les plus développées du continents latino-américain (Mexique, Chili). S'il y a effectivement eu une flexibilisation des différents marché dans ces pays, celle-ci n'a pu être mise à profit que parce qu'on y trouvait une offre préexistante prête à produire. Les mesures visant à libéraliser l'ensemble des prix peuvent éventuellement constituer une condition nécessaire de l'instauration des marchés, elles ne sont en aucun cas une condition suffisante. Malheureusement et trop souvent encore, les PAS ne vont pas au delà de cette certitude. Mais le miracle ne se produira pas: l'éradication des différentes législations qui régissent l'activité économique ne sera pas à l'origine de lendemain qui chantent.

Toutes ces lacunes de la macro-économie du développement traduisent le formidable besoin de connaissances dont les économistes auront besoin dans les années à venir pour comprendre les mécanismes de fonctionnement des économies réelles des pays en développement, tout particulièrement en Afrique. Cela nécessitera la réalisation de nombreuses opérations de terrain jusqu' à lors négligées. C'est aussi certainement là que les recherches menées dans le champ d'autres disciplines (anthropologie économique, sociologie, etc.) devront être mises à profit.

Roubaud François (1992)

Où est le marché ? Réflexions à partir d'un exercice de modélisation comparée Afrique-Amérique Latine

In : Journées des économistes de l'ORSTOM sur le thème du marché

Dakar : ORSTOM, 7 p. multigr.

Journées des Economistes de l'ORSTOM sur le Thème du Marché, Bondy (FRA), 1992/09/15